

## DOSSIER COMMUNAL DE SYNTHÈSE

# Risques naturels et technologiques

Département  
de la Seine-Maritime

## SAINT MARTIN AUX BUNEAUX



# INFORMATION DES POPULATIONS

### LE MOT DU MAIRE

« Notre commune est exposée à 4 risques majeurs : 2 risques naturels et 2 risques technologiques.

Bien que les dangers soient localisés dans certaines parties du territoire communal, chaque habitant a droit à une information préventive.

Le présent document a pour objectif de vous exposer tous les risques auxquels nous pourrions être confrontés à SAINT MARTIN AUX BUNEAUX : inondation, mouvement de terrain, (falaise, cavités souterraines), nucléaire et transport de matières dangereuses.

Sans vouloir dramatiser, il faut être conscient que le risque nul n'existe pas. Alors, soyons prêts à réagir face à ces événements.

Je souhaite que ce document réalisé conjointement avec les services de l'Etat vous apporte l'information claire que vous pouvez attendre sur ce sujet ».

Le Maire,

Michel VIARD

La commune de SAINT MARTIN AUX BUNEAUX est exposée à :

#### ■ 2 risques naturels



Inondation



Mouvement de terrain  
(falaise et cavités souterraines)



#### ■ 2 risques technologiques



Nucléaire



Transport de  
matières dangereuses

### L'INFORMATION PRÉVENTIVE

L'article L.125-2 du Code de l'Environnement précise que "les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent." Informés, les citoyens intégreront mieux le risque majeur dans leur vie courante, pour mieux s'en protéger et acquerront ainsi une confiance lucide, génératrice de bons comportements individuels et collectifs.

Commune de SAINT MARTIN AUX BUNEAUX



PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

### DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS

Ce dossier a été établi en mars 2004 conjointement par la mairie de ST MARTIN AUX BUNEAUX et la préfecture de la Seine-Maritime - SIRACED PC

## LES RISQUES NATURELS

### Inondation



### Mouvement de terrain



### Risques

- Les inondations sur la commune proviennent de ruissellements d'origine rurale, parfois accompagnés de coulées boueuses et se concentrant dans la partie basse de la commune, notamment sur les Petites Dalles.
- Des dommages ont été constatés par arrêté de catastrophe naturelle pour les inondations de juin 1983, octobre 1994, janvier 1995, décembre 1999 (tempête), mai et juillet 2000.
- Lors du violent orage du 4 juillet 2000, huit constructions ont été endommagées par des inondations par ruissellement en secteur urbain, dues à des pluies torrentielles.
- Entre le 19 et le 21 novembre 2000, le hameau des Petites Dalles a subi une forte inondation du fait des écoulements d'eau pluviale boueuse en provenance des plaines de Vinnemerville et de Vinchigny, ainsi que du vallon de Sassetot. Cette inondation a endommagé une dizaine de propriétés (inondation de caves en particulier) et les voies communales n°211 et n°217.

### Prévention

- Des travaux coordonnés en matière de protection contre les inondations ont été réalisés (aménagement au niveau des voiries RD 68 et 471 par exemple).

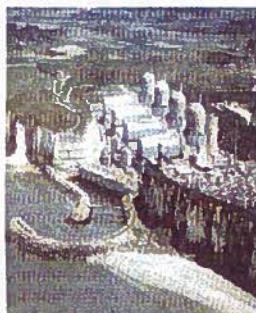
- Les indices de marnières ou béroires connus ont été recensés par la commune et repérés sur une carte. Ainsi, 5 indices ont été répertoriés lors de l'enquête réalisée en 1995.
- Le risque « mouvement de terrain » est lié aussi à la présence de la falaise crayeuse le long du littoral, dont le recul moyen est estimé à 17 centimètres par an sur la période 1966-1995 pour le secteur littoral situé entre Saint-Pierre-en-Port et Veulette-sur-Mer. Des chutes de blocs, des écroulements en masse ou des vidanges de poches argileuses en sommet peuvent se produire (en particulier, deux éboulements de falaise ont été constatés sur la commune en décembre 1999 : 5200 m<sup>3</sup> et 7 200 m<sup>3</sup>) et peuvent menacer la sécurité des piétons et touristes fréquentant le bord de mer.

- Le recensement est intégré dans la gestion de l'urbanisme par l'application de périmètre d'inconstructibilité autour des indices répertoriés.
- Toute personne qui a connaissance de l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière (dont l'effondrement est susceptible de porter atteinte aux personnes et aux biens), doit en informer le maire. Celui-ci communique au représentant de l'Etat les éléments dont il dispose à ce sujet (loi du 27 février 2002).
- Le risque falaise est pris en compte dans le Plan d'Occupation des Sols. Par ailleurs, une étude interrégionale est en cours de réalisation pour préciser la vulnérabilité de la falaise et sa vitesse d'érosion (Programme ROCC).
- Une plaquette d'information à destination du public des stations balnéaires bordées par des falaises a été réalisée par la Direction Départementale de l'Equipment.

## LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### Risques

## Nucléaire



- La sûreté nucléaire vise non seulement à prévenir les accidents mais aussi à en limiter les conséquences. A cet effet, il convient de prévoir les dispositions nécessaires pour maîtriser une situation accidentelle, même peu probable. La présence du Centre de Production Nucléaire de PALUEL à proximité de la commune de SAINT MARTIN AUX BUNEAUX (5 km) justifie que ce risque soit pris en compte.
  
- En cas d'accident nucléaire majeur, les risques liés à un relâchement important de substances radioactives dans l'environnement sont de deux ordres :
  - un *risque d'exposition externe*, à distance ou au contact, dû au rayonnement émis par le nuage radioactif et par le dépôt au sol de ce nuage,
  - un *risque d'exposition interne* en cas d'inhalation d'air contaminé au passage du nuage radioactif, d'ingestion de produits alimentaires contaminés ou de transfert de produits radioactifs au travers d'une blessure cutanée.
  

Les conséquences pour l'individu sont fonction de la dose absorbée (durée d'exposition, nature et proximité des substances radioactives, conditions météorologiques...). On limite :

  - le *risque d'exposition externe* à distance (nuage radioactif) par la mise à l'abri dans un bâtiment fermé et le risque d'exposition au contact (dépôt sur le corps) par un simple lavage, l'eau entraînant les particules radioactives,
  - le *risque d'exposition interne* par un traitement médical préventif (comprimé d'iode) ou curatif approprié.

### Prévention

#### ■ Une réglementation rigoureuse comprenant

- des plans de secours élaborés et mis en œuvre par l'industriel ou par le Préfet. Des sirènes sont installées sur les centrales nucléaires pour prévenir la population en cas d'alerte. Pour les communes plus éloignées de la centrale, les habitants peuvent être alertés par des véhicules munis de haut-parleurs.
- des exercices de simulations permettant de vérifier l'efficacité de ces plans
- des comprimés d'iode stable mis à la disposition de la population proche de la centrale nucléaire

relayée par :

#### ■ La commission locale d'information sur les centrales qui participe à de nombreuses actions :

- diffusion des consignes de sécurité auprès de la population
- réalisation de vidéos sur les méthodes de confinement en milieu scolaire
- publication d'ouvrages sur l'environnement radiologique des centrales

■ Le CNPE de PALUEL est muni de deux sirènes d'alerte, dites sirènes "PPI". Des essais de sirènes PPI sont effectués le 1er mercredi de chaque mois de mars, juin, septembre et décembre, à 12 h 15. Ces sirènes sont audibles par les habitants proches de la centrale nucléaire.



Le son d'alerte est modulé pendant 3 fois 1 minute, espacées de 5 secondes.

— Le son de fin d'alerte est non modulé et continu pendant 30 secondes.

■ Une réglementation rigoureuse portant sur la formation des personnels de conduite, la construction de citernes selon des normes établies avec des contrôles techniques périodiques et l'identification et la signalisation des produits dangereux transportés (code de danger, code matière, fiche de sécurité)

■ Des plans de secours sont élaborés par les services de l'État et mis en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

## TMD



- le transport maritime par la Manche représente un risque pour la commune de SAINT MARTIN AUX BUNEAUX de par la nature des produits transportés (hydrocarbures, produits chimiques et gaz liquéfiés...) mais également par les flux croisés importants entre les navires traversant la Manche et ceux y transitant.

## Information

- La préfecture dispose d'un système d'alerte téléphonique automatique, appelé GALA, qui permet de prévenir les élus ou leurs collaborateurs au plus vite en cas d'événement le nécessitant.
- **En cas d'accident nucléaire grave et sortant de l'enceinte de l'établissement**, la population de SAINT MARTIN AUX BUNEAUX serait informée de l'évolution de la situation et de la conduite à tenir par des messages diffusés par des véhicules munis de haut-parleurs des sapeurs-pompiers, de la gendarmerie ou de la municipalité, et par la radio et la télévision locales. Si une évacuation s'avérait nécessaire, des autocars seraient mis à la disposition de la population qui serait alors dirigée vers un lieu d'hébergement.

📞 02.35.97.55.62	Mairie de SAINT MARTIN AUX BUNEAUX
📞 02.32.76.50.00	Préfecture de la Seine-Maritime (SIRACED-PC) ☎ <a href="http://www.seine-maritime.pref.gouv.fr">www.seine-maritime.pref.gouv.fr</a>
	<b>Risques naturels</b>
📞 02.35.58.53.27	Direction Départementale de l'Equipement (DDE)
📞 08.92.68.02.76	Répondeur Météo-France ☎ <a href="http://www.meteo.fr">www.meteo.fr</a>
	<b>Risque nucléaire</b>
📞 02.31.46.50.00	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) Division des Installations Nucléaires ☎ <a href="http://www ASN.gouv.fr">www ASN.gouv.fr</a>
	<b>Risque transport de matières dangereuses</b>
📞 02.35.52.32.00	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) ☞ <a href="http://www.drire.haute-normandie.fr">www.drire.haute-normandie.fr</a>
✉ <a href="http://www.prim.net">www.prim.net</a>	Site Internet du ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
✉ <a href="http://www.ac-rouen.fr/rectorat/profession_rme/une.htm">www.ac-rouen.fr/rectorat/profession_rme/une.htm</a>	Site Internet de l'Académie de Rouen

## Radios diffusant les messages d'alerte et d'information

FRANCE BLEU Haute-Normandie 103.2 FM

FRANCE INTER 91.4 FM

## Plan d'affichage

La réglementation prévoit l'organisation des modalités d'affichage des consignes de sécurité à appliquer en cas de survenue du risque. Lorsque la nature du risque ou la répartition de la population l'exige, cet affichage peut être apposé dans les locaux et terrains suivants :

- Établissements recevant du public (R.123.2 du Code de la Construction et de l'Habitation dont l'effectif public ou personnel est supérieur à 50 personnes),
- Immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, agricole ou de service dont le nombre d'occupants dépasse 50,
- Terrains de camping ou aires de stationnement de caravanes dont la capacité équivaut au moins à 50 campeurs sous tente ou à 15 tentes et caravanes à la fois,
- Locaux d'habitation de plus de 15 logements.

Les affiches sont disponibles en mairie. Le plan d'affichage, élaboré par le maire, répertorie risque par risque les locaux de plus de 50 personnes ou 15 logements situés dans les zones concernées. Au vu du plan d'affichage, les affiches devront être apposées par les propriétaires à chaque entrée de bâtiments ou à raison d'une affiche par 5000 m<sup>2</sup> pour les terrains de camping et stationnement de caravanes.

*Le présent document se veut un moyen de sensibilisation et d'information, il n'a pas de caractère réglementaire et n'est donc pas opposable aux tiers*

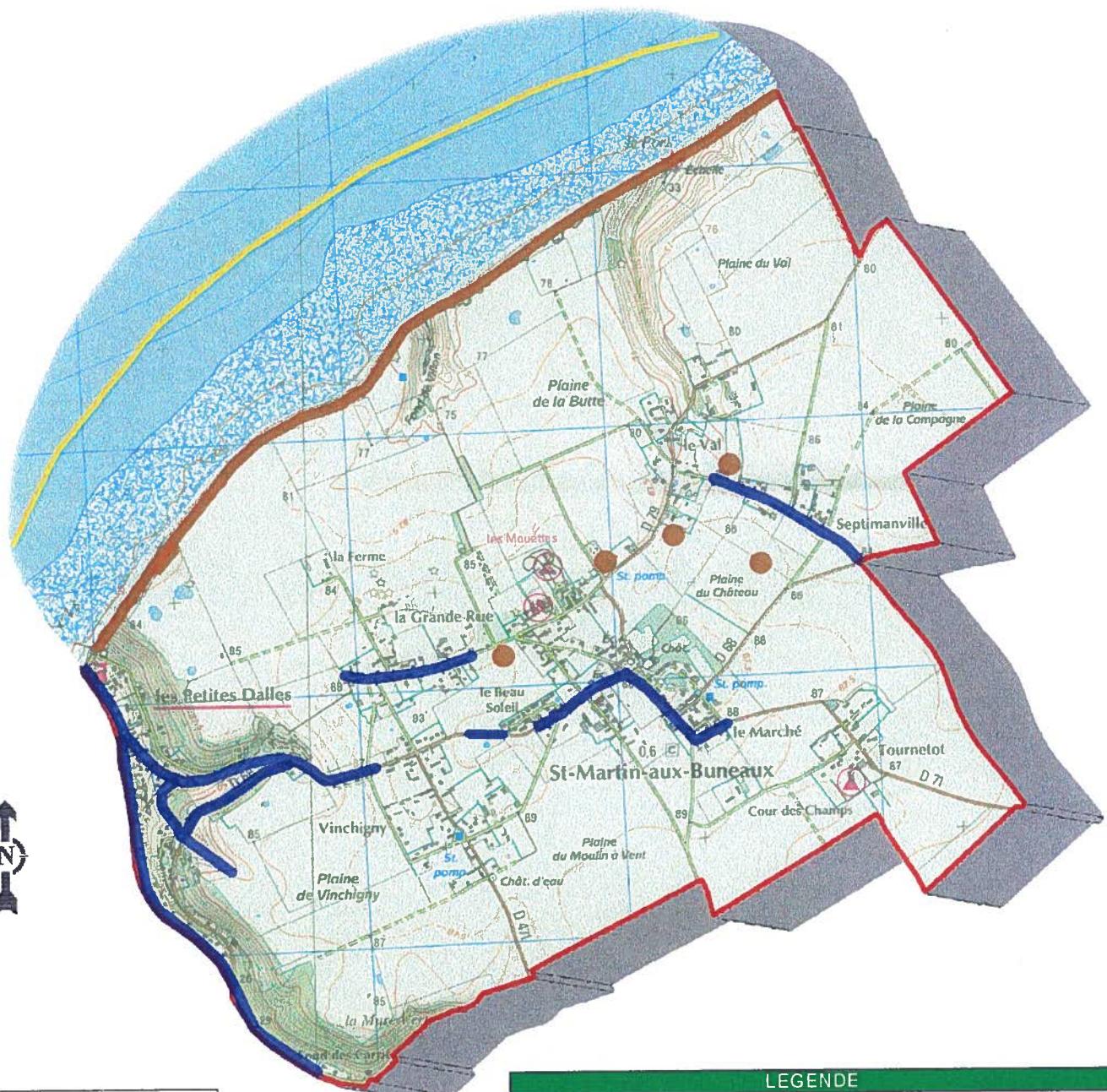
## SAINT-MARTIN AUX BUNEAUX

#### RISQUES :

## **MOUVEMENT DE TERRAIN**

## **INONDATION**

**NUCLEAIRE**  
**MATIERES DANGEREUSES**



ECHELLE 1/25 000 ème  
0 500 m 1000 m

- Carte au 1/25 000 n° 1809 OT  
- © IGN - Paris - 2004  
- Autorisation n° 43 - 04002

#### LEGENDE

## Risques technologiques

### Nucléaire

## Transports de Matières Dangereuses

Maritime

### Risques naturels

## Inondation

#### Mouvement de terrain

#### **Indice de cavité souterraine**

La Zone d'information préventive des populations correspond au moins à la zone des risques.

Document cartographique élaboré en mars 2004, en fonction des connaissances et des documents de référence.